



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Précarité étudiante

Question au Gouvernement n° 76

Texte de la question

PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

Mme la présidente . La parole est à M. Emmanuel Grégoire.

M. Emmanuel Grégoire . « J'ai faim », « je dors dans ma voiture », « je suis épuisé », « je suis seul » : voilà les mots de notre jeunesse. Le rapport de l'association Cop1, publié la semaine dernière, est sans appel : un étudiant sur deux affirme avoir déjà sauté un repas par manque d'argent ; 68,5 % vivent sous le seuil de pauvreté ; une étudiante sur quatre n'a pas les moyens de s'acheter des protections périodiques. L'explosion du nombre de distributions alimentaires à destination des étudiants met en lumière l'inaction du Gouvernement, qui oblige les associations de lutte contre la précarité à se substituer à l'État.

Monsieur le Premier ministre, quel projet avez-vous pour notre jeunesse ? Est-ce le projet d'une privatisation accélérée, non contrôlée et onéreuse de l'enseignement supérieur ? Est-ce celui d'un ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche au rabais, dont le budget a déjà baissé de près d'1 milliard d'euros par décret en février dernier et pour lequel le PLF ne prévoit rien ? Est-ce un projet qui laisserait nos universités avec plus de 500 millions d'euros non compensés en 2025, les obligeant à effectuer des coupes drastiques, à fermer des sites et à arrêter les investissements ? Est-ce un projet qui prévoit de laisser loger nos étudiants dans des résidences Crous insalubres, comme celle de Saint-Denis qui a récemment défrayé la chronique ? Est-ce un projet qui va, une nouvelle fois, augmenter les frais d'inscription à la fac ? Vous engagez-vous à ne pas les augmenter ?

Est-ce un projet porté par un ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ultraconservateur qui fait d'un prétendu islamo-gauchisme le principal problème de nos universités ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, EcoS et GDR.*) Est-ce le projet d'une jeunesse mise au pas, mais sans repas, qui privilégierait le SNU au repas Crous à 1 euro soutenu par la gauche, par les socialistes et par ma collègue Fatiha Keloua Hachi ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, LFI-NUPES, EcoS et GDR. – Exclamations sur plusieurs bancs des groupes DR, Dem et HOR.*)

M. Erwan Balanant . C'est scandaleux ! C'est nous qui avons inventé le repas à un euro par jour !

M. Emmanuel Grégoire . Vous avez fait de la santé mentale la grande cause nationale pour 2025. Pierre Mendès France disait que « la gravité d'une question se mesure à la façon dont elle affecte la jeunesse ». Quatre étudiants sur dix présentent aujourd'hui des symptômes dépressifs. Parler de la jeunesse, c'est parler non seulement de nos enfants mais de la nation tout entière. La jeunesse souffre et gronde, allez-vous y rester sourd ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, LFI-NUPES, EcoS et GDR. – Mmes Béatrice Bellay et Dieynaba Diop d'une part, M. Erwan Balanant d'autre part s'apostrophent vivement.*)

M. Laurent Croizier . La caricature n'a jamais aidé les étudiants !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Patrick Hetzel, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche* . Vous m'interrogez sur une question importante – celle de la précarité étudiante et des difficultés rencontrées par certains étudiants pour se nourrir correctement – que l'ensemble de mon ministère et moi-même suivons évidemment avec la plus grande attention. S'agissant de la restauration, nous poursuivons l'offre du repas à 1 euro pour les étudiants boursiers et en situation de fragilité. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SOC. – Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes DR et UDR.*) En 2023, 22 millions de repas étaient servis pour les plus fragiles et les crédits affectés à cette mesure seront consolidés. L'effort se poursuit également dans l'application de la loi Levi du 13 avril 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré à proximité de leur lieu d'études. Un travail est également engagé sur les zones blanches sans restauration universitaire.

Par ailleurs, vous évoquez la question du logement que vous connaissez bien. Le réseau des Crous a engagé un important programme de rénovation des logements étudiants.

M. Frédéric Maillot . Pas à La Réunion !

M. Patrick Hetzel, *ministre* . Nous avons étudié avec l'ensemble du réseau les moyens de poursuivre et de consolider ces actions. Nous échangeons aussi avec ma collègue Valérie Létard pour que la situation globale du logement soit améliorée.

Mme Clémence Guetté . Bla bla bla !

M. Patrick Hetzel, *ministre* . Enfin, nous travaillons évidemment aussi avec les collectivités territoriales sur cette question. Soyez assurés que le bien-être et l'amélioration des conditions de vie de nos étudiants sont au cœur des préoccupations de notre gouvernement et de mon ministère (*M. Louis Boyard s'exclame vivement*) : les 3,2 milliards d'euros qui y sont consacrés en 2024 seront consolidés en 2025. S'agissant du budget des établissements, le travail est engagé. Vous devriez noter qu'en période de difficultés budgétaires, l'ensemble du budget... (*Mme la présidente coupe le micro de l'orateur, dont le temps de parole est écoulé. – Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Données clés

Auteur : [M. Emmanuel Grégoire](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 76

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 2024